

L'URUGUAY : UN MODELE ECONOMIQUE ET SOCIAL A SUIVRE ? 25 MARS 2019 (FRANCE-AMERIQUES)

Cette conférence sur l'Uruguay a été animée par Geneviève des RIVIERES, Présidente de l'Institut France Amérique Latine et Caraïbes, autour d'une table ronde composée de :

- **Guillermo DIGHIRO, Ambassadeur de l'Uruguay en France**
- **Thierry GIRARD, Directeur commercial international du Groupe NGE**
- **Jean-Jacques KOURLIANDSKY, chercheur Amérique Centrale et Amérique Latine à l'IRIS**
- **Claude HENNION, Président et Directeur Général de OncoDiag**

Présentation historique :

L'Uruguay, dont on dit que c'est la Suisse de l'Amérique Latine, est aujourd'hui un des Etats les plus riches du continent en revenus par habitant, juste derrière le Chili.

C'est aussi un des Etats les plus laïcs, qui a aboli très tôt au XXème siècle la peine de mort, a autorisé le divorce, a ouvert le droit de vote aux femmes, autorisé l'IVG et plus récemment le mariage pour tous. Cette laïcité s'exprime aussi à travers le remplacement de symboles religieux, très présents en Amérique Latine, telles que le Semaine Sainte, remplacée par la Semaine du Tourisme ou encore la journée de l'Immaculée Conception, remplacée par la journée de l'ouverture des plages !

Ce pays, créé en 1830, contemporain de la création de la Belgique, est né d'un accord entre ses deux grands voisins, l'Argentine et le Brésil, et a la particularité d'être devenu indépendant sans aucune revendication populaire !

A cette époque, le pays, ancienne province brésilienne, est très peu peuplé : en tout 50.000 habitants, dont 5.000 Français venus souvent du Sud-Ouest de la France.

L'Uruguay devient dès lors une terre d'immigration et en 1908 compte près de 1,04 millions d'habitants, et présente un PIB 2 fois supérieur à celui de l'Espagne à cette époque.

En 1930, le pays frôle les 2 millions d'habitants et 3 millions en 1950. S'en est suivi ensuite une décroissance de la natalité. En 2019, le pays compte 3,3 millions d'habitants pour un territoire grand comme l'Angleterre.

L'essor au XIXème siècle s'explique par une alliance objective entre la maçonnerie, qui véhiculait des idées laïques et l'Eglise catholique. Alexandre Dumas a d'ailleurs écrit un roman sur ce thème « Montevideo ou la nouvelle Troie », qui est une sorte de panégyrique du mouvement des « chemises rouges » de Garibaldi, qui ont ensuite conquis la Sicile.

Ces importants mouvements d'immigration vers l'Uruguay au XIXème siècle et l'absence de population indigène locale, font dire aux Uruguayens, quand on leur demande aujourd'hui d'où ils sont originaires, « qu'ils descendent du bateau » !

L'ancien Président d'Uruguay Jose Mujica, dit « Pepe »

Le débat a aussi été l'occasion d'évoquer l'action de l'ancien Président d'Uruguay, dont le comportement contraste avec les grands de ce monde. Ancien prisonnier politique entre 1973

et 1985, il fut Président du pays entre 2010 et 2015. Il détonait par son style de vie très simple : vivant dans une ferme avec le strict minimum, il se définissait comme le Président « le plus pauvre du monde ».

Cette attitude trouve son origine dans les conditions de vie très dures qu'il a endurées en prison. Surtout, il en est sorti sans rancune, et a mené une politique très ouverte.

Le journal « Le Monde » disait de lui il y a 3 ans, qu'il vivait dans sa ferme, très pauvre, avec sa coccinelle de 1976, qu'un dirigeant qatarien voulait racheter 2 M\$!

Sa politique d'ouverture a permis de légaliser le commerce et la consommation de cannabis, afin d'empêcher les jeunes d'avoir des contacts avec les dealers, ce qui a finalement fait baisser le trafic (en revanche, le problème reste entier pour des drogues dures comme la cocaïne). Le cannabis est aussi utilisé à des fins médicales. L'opinion publique serait aujourd'hui majoritairement satisfaite de cette mesure, alors que les avis étaient plus partagés lors de la réforme.

Cette politique de tolérance s'accompagne en revanche d'une grande fermeté sur l'usage du tabac dans les espaces publics (tabac interdit) et sur l'alcoolémie au volant (sobriété complète et 1.800 euros d'amende en cas de conduite alcoolisée).

L'Uruguay sur le plan économique

Entre la France et l'Uruguay, des conventions bilatérales ont été signées, et profitent notamment à une soixantaine d'entreprises françaises établies en Uruguay. Il n'existe pas encore d'accord pour éviter la double imposition fiscale, mais l'accord le plus récent est un accord de sécurité sociale entre les deux pays en 2013.

Avec la France, même si les échanges économiques sont très déséquilibrés, les complémentarités étant peu marquées (les deux pays ayant par exemple chacun un secteur agricole porteur), les échanges culturels sont néanmoins bien présents avec par exemple l'adhésion de l'Uruguay à la francophonie en 2012, premier pays sud-américain à l'avoir rejoint !

La législation locale est très favorable aux investissements. Le pays est bien géré et se distingue par un niveau de corruption très bas (à l'instar du Chili par exemple), et un niveau moyen d'éducation très élevé, ce qui a permis d'accueillir l'Institut Pasteur, ouvert aux chercheurs du monde entier.

L'innovation est aussi un levier puissant avec l'accueil de nombreuses start-ups, la couverture de 100% du territoire avec la fibre, qui peut aussi faire de ce pays à la fois la Suisse et la Silicon Valley de l'Amérique du Sud !

Les chemins de décision sont aussi plus courts que dans un pays à forte population, ce qui facilite l'avancée des projets de grande ampleur (tels que le projet de relance du réseau ferroviaire, issu d'un partenariat privé/public et d'un appel d'offres de 800 M€).

Les principaux obstacles sont inhérents aux pays jeunes, avec un manque d'expérience et parfois un peu trop de bureaucratie pour maintenir l'objectif du « zéro corruption ».

Dans ce contexte florissant, le Marché commun des pays du Sud, le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay et Venezuela) a du mal aujourd'hui à prouver son efficacité. Des pays comme le Chili, le Brésil ou l'Uruguay privilégient les accords bilatéraux, et ont souvent les yeux aussi tournés vers la Chine. Le Mercosur représente aujourd'hui un frein pour ces accords

bilatéraux, car ils ne peuvent pas être conclus sans l'accord unanime des autres pays du Marché Commun. Une souplesse des règles de fonctionnement du Mercosur notamment dans les relations de ses membres avec la Chine pourrait lever ces blocages.

En conclusion, l'Uruguay pourrait servir de modèle aux autres pays d'Amérique du Sud, à travers ses valeurs démocratiques et progressistes, qui en font un des pays les plus attractifs de cette zone. Le niveau d'éducation élevé, un climat social serein, l'absence d'insécurité, des performances et des perspectives économiques positives et une absence de corruption sont des ingrédients propices à une réussite sur le long terme, et à un petit paradis (laïc) sur terre !

Préparé par Monsieur Jacques de NUCÉ
Associé / Partner
Expert comptable
CMBA Walter Allinial